

505Ln533/13

9126

(1940)

9124

Durée des mandats des membres du Comité Consultatif
des Chemins de fer -

Note sur la question

8. 2.40

Voir D. 926 Régime de facilités
de circulation des
membres du Comité
consultatif des chemins
de fer

DUREE DU MANDAT DES MEMBRES
DE L'ANCIEN COMITE CONSULTATIF DES CHEMINS DE FER

Exposé de la question -

L'ancien Comité Consultatif des Chemins de fer était renouvelé tous les deux ans (décret du 11 février 1922), puis tous les trois ans (décret du 28 juin 1927).

La question se pose de savoir quelle est la durée du mandat des membres de cet ancien Comité, nommés au cours de cette période de deux ou de trois ans.

Ce mandat a-t-il une durée pleine de 2 ou 3 ans à dater de la nomination du nouveau membre, ou cesse-t-il à la fin de la période biennale ou triennale, c'est-à-dire à l'expiration du mandat du titulaire qui avait été nommé au début de cette période ?

Les textes -

A la suite de la réorganisation du régime des chemins de fer réalisée par la Convention du 28 juin 1921, c'est le décret du 11 février 1922 qui a fixé les conditions d'organisation et de fonctionnement du Conseil Supérieur et du Comité technique et commercial des chemins de fer.

L'article 25 de ce décret, qui vise la durée du mandat des membres de ce Comité, est ainsi conçu :

.....

"Le mandat des membres nommés par arrêté a une durée de deux ans. Il peut être renouvelé. Pour la première période, il expirera le 31 décembre 1923".

Les décrets modificatifs ultérieurs, notamment ceux des 14 mars 1922, 14 novembre 1924 et 28 juin 1927, ont reproduit cette même rédaction sous réserve toutefois que le décret du 28 juin 1927 a porté de 2 à 3 ans la durée du mandat.

C'est ce texte qu'il s'agit d'interpréter.

Discussion -

A s'en tenir à la lettre du texte : "le mandat des membres...", il semble qu'on doive l'interpréter en ce sens qu'il s'agit du mandat de chacun des membres du Comité considéré individuellement: dans cette interprétation, le mandat de chacun des membres aurait donc une durée de 3 ans à dater de sa nomination et pourrait ainsi dépasser la fin de la période pour laquelle le Comité avait été nommé.

Mais, en sens inverse, on peut faire valoir que le Comité Consultatif a toujours été considéré "in corpore" et que, quelles que soient les dates auxquelles ses divers membres ont été nommés, le Comité Consultatif a toujours été intégralement renouvelé, en fait, à l'expiration de chaque période.

On peut regretter que cette dernière interprétation n'ait pas été précisée par un texte, comme il en a été pour les membres du Conseil d'Administration de la S.N.C.F. Il est à rappeler, pour ce qui concerne ces derniers, que le texte de

....

l'article 8 de la Convention du 31 août 1937 est à peu près analogue à celui de l'article 25 du décret du 11 février 1922. Il est ainsi conçu : "Les membres du Conseil d'Administration autres que les membres de droit sont nommés pour 6 ans et renouvelables par moitié tous les 3 ans".

Or l'article 8 des statuts a interprété ce dernier texte, au cas où un Administrateur serait nommé en remplacement d'un autre, comme permettant de limiter la durée du mandat de ce nouvel Administrateur à celle qu'aurait eue le mandat de celui qu'il remplace. L'article 8 des statuts est, en effet, ainsi conçu :

"L'Administrateur nommé en remplacement d'un autre ne conserve son mandat que jusqu'à l'époque où devaient expirer les fonctions de celui qu'il remplace".

DUREE DU MANDAT DES MEMBRES
DE L'ANCIEN COMITE CONSULTATIF DES CHEMINS DE FER

Exposé de la question -

L'ancien Comité Consultatif des Chemins de fer était renouvelé tous les deux ans (décret du 11 février 1922), puis tous les trois ans (décret du 28 juin 1927).

La question se pose de savoir quelle est la durée du mandat des membres de cet ancien Comité, nommés au cours de cette période de deux ou de trois ans.

Ce mandat a-t-il une durée pleine de 2 ou 3 ans à dater de la nomination du nouveau membre, ou cesse-t-il à la fin de la période biennale ou triennale, c'est-à-dire à l'expiration du mandat du titulaire qui avait été nommé au début de cette période ?

Les textes -

A la suite de la réorganisation du régime des chemins de fer réalisée par la Convention du 28 juin 1921, c'est le décret du 11 février 1922 qui a fixé les conditions d'organisation et de fonctionnement du Conseil Supérieur et du Comité technique et commercial des chemins de fer.

L'article 25 de ce décret, qui vise la durée du mandat des membres de ce Comité, est ainsi conçu :

.....

"Le mandat des membres nommés par arrêté a une durée de deux ans. Il peut être renouvelé. Pour la première période, il expirera le 31 décembre 1923".

Les décrets modificatifs ultérieurs, notamment ceux des 14 mars 1922, 14 novembre 1924 et 28 juin 1927, ont reproduit cette même rédaction sous réserve toutefois que le décret du 28 juin 1927 a porté de 2 à 3 ans la durée du mandat.

C'est ce texte qu'il s'agit d'interpréter.

Discussion -

A s'en tenir à la lettre du texte : "le mandat des membres...", il semble qu'on doive l'interpréter en ce sens qu'il s'agit du mandat de chacun des membres du Comité considéré individuellement: dans cette interprétation, le mandat de chacun des membres aurait donc une durée de 3 ans à dater de sa nomination et pourrait ainsi dépasser la fin de la période pour laquelle le Comité avait été nommé.

Mais, en sens inverse, on peut faire valoir que le Comité Consultatif a toujours été considéré "in corpore" et que, quelles que soient les dates auxquelles ses divers membres ont été nommés, le Comité Consultatif a toujours été intégralement renouvelé, en fait, à l'expiration de chaque période.

On peut regretter que cette dernière interprétation n'ait pas été précisée par un texte, comme il en a été pour les membres du Conseil d'Administration de la S.N.C.F. Il est à rappeler, pour ce qui concerne ces derniers, que le texte de

....

l'article 8 de la Convention du 31 août 1937 est à peu près analogue à celui de l'article 25 du décret du 11 février 1922. Il est ainsi conçu : "Les membres du Conseil d'Administration autres que les membres de droit sont nommés pour 6 ans et renouvelables par moitié tous les 3 ans".

Or l'article 8 des statuts a interprété ce dernier texte, au cas où un Administrateur serait nommé en remplacement d'un autre, comme permettant de limiter la durée du mandat de ce nouvel Administrateur à celle qu'aurait eue le mandat de celui qu'il remplace. L'article 8 des statuts est, en effet, ainsi conçu :

"L'Administrateur nommé en remplacement d'un autre ne conserve son mandat que jusqu'à l'époque où devaient expirer les fonctions de celui qu'il remplace".

DUREE DU MANDAT DES MEMBRES
DE L'ANCIEN COMITE CONSULTATIF DES CHEMINS DE FER

Exposé de la question -

L'ancien Comité Consultatif des Chemins de fer était renouvelé tous les deux ans (décret du 11 février 1922), puis tous les trois ans (décret du 28 juin 1927).

La question se pose de savoir quelle est la durée du mandat des membres de cet ancien Comité, nommés au cours de cette période de deux ou de trois ans.

Ce mandat a-t-il une durée pleine de 2 ou 3 ans à dater de la nomination du nouveau membre, ou cesse-t-il à la fin de la période biennale ou triennale, c'est-à-dire à l'expiration du mandat du titulaire qui avait été nommé au début de cette période ?

Les textes -

A la suite de la réorganisation du régime des chemins de fer réalisée par la Convention du 28 juin 1921, c'est le décret du 11 février 1922 qui a fixé les conditions d'organisation et de fonctionnement du Conseil Supérieur et du Comité technique et commercial des chemins de fer.

L'article 25 de ce décret, qui vise la durée du mandat des membres de ce Comité, est ainsi conçu :

.....

"Le mandat des membres nommés par arrêté a une durée de deux ans. Il peut être renouvelé. Pour la première période, il expirera le 31 décembre 1923".

Les décrets modificatifs ultérieurs, notamment ceux des 14 mars 1922, 14 novembre 1924 et 28 juin 1927, ont reproduit cette même rédaction sous réserve toutefois que le décret du 28 juin 1927 a porté de 2 à 3 ans la durée du mandat.

C'est ce texte qu'il s'agit d'interpréter.

Discussion -

A s'en tenir à la lettre du texte : "le mandat des membres...", il semble qu'on doive l'interpréter en ce sens qu'il s'agit du mandat de chacun des membres du Comité considéré individuellement: dans cette interprétation, le mandat de chacun des membres aurait donc une durée de 3 ans à dater de sa nomination et pourrait ainsi dépasser la fin de la période pour laquelle le Comité avait été nommé.

Mais, en sens inverse, on peut faire valoir que le Comité Consultatif a toujours été considéré "in corpore" et que, quelles que soient les dates auxquelles ses divers membres ont été nommés, le Comité Consultatif a toujours été intégralement renouvelé, en fait, à l'expiration de chaque période.

On peut regretter que cette dernière interprétation n'ait pas été précisée par un texte, comme il en a été pour les membres du Conseil d'Administration de la S.N.C.F. Il est à rappeler, pour ce qui concerne ces derniers, que le texte de

....

l'article 8 de la Convention du 31 août 1937 est à peu près analogue à celui de l'article 25 du décret du 11 février 1922. Il est ainsi conçu : "Les membres du Conseil d'Administration autres que les membres de droit sont nommés pour 6 ans et renouvelables par moitié tous les 3 ans".

Or l'article 8 des statuts a interprété ce dernier texte, au cas où un Administrateur serait nommé en remplacement d'un autre, comme permettant de limiter la durée du mandat de ce nouvel Administrateur à celle qu'aurait eue le mandat de celui qu'il remplace. L'article 8 des statuts est, en effet, ainsi conçu :

"L'Administrateur nommé en remplacement d'un autre ne conserve son mandat que jusqu'à l'époque où devaient expirer les fonctions de celui qu'il remplace".

DUREE DU MANDAT DES MEMBRES
DE L'ANCIEN COMITE CONSULTATIF DES CHEMINS DE FER

Exposé de la question -

L'ancien Comité Consultatif des Chemins de fer était renouvelé tous les deux ans (décret du 11 février 1922), puis tous les trois ans (décret du 28 juin 1927).

La question se pose de savoir quelle est la durée du mandat des membres de cet ancien Comité, nommés au cours de cette période de deux ou de trois ans.

Ce mandat a-t-il une durée pleine de 2 ou 3 ans à dater de la nomination du nouveau membre, ou cesse-t-il à la fin de la période biennale ou triennale, c'est-à-dire à l'expiration du mandat du titulaire qui avait été nommé au début de cette période ?

Les Textes -

A la suite de la réorganisation du régime des chemins de fer réalisée par la Convention du 28 juin 1921, c'est le décret du 11 février 1922 qui a fixé les conditions d'organisation et de fonctionnement du Conseil Supérieur et du Comité technique et commercial des chemins de fer.

L'article 25 de ce décret, qui vise la durée du mandat des membres de ce Comité, est ainsi conçu :

.....

"Le mandat des membres nommés par arrêté a une durée de deux ans. Il peut être renouvelé. Pour la première période, il expirera le 31 décembre 1923".

Les décrets modificatifs ultérieurs, notamment ceux des 14 mars 1922, 14 novembre 1924 et 28 juin 1927, ont reproduit cette même rédaction sous réserve toutefois que le décret du 28 juin 1927 a porté de 2 à 3 ans la durée du mandat.

C'est ce texte qu'il s'agit d'interpréter.

Discussion -

A s'en tenir à la lettre du texte : "le mandat des membres...", il semble qu'on doive l'interpréter en ce sens qu'il s'agit du mandat de chacun des membres du Comité considéré individuellement: dans cette interprétation, le mandat de chacun des membres aurait donc une durée de 3 ans à dater de sa nomination et pourrait ainsi dépasser la fin de la période pour laquelle le Comité avait été nommé.

Mais, en sens inverse, on peut faire valoir que le Comité Consultatif a toujours été considéré "in corpore" et que, quelles que soient les dates auxquelles ses divers membres ont été nommés, le Comité Consultatif a toujours été intégralement renouvelé, en fait, à l'expiration de chaque période.

On peut regretter que cette dernière interprétation n'ait pas été précisée par un texte, comme il en a été pour les membres du Conseil d'Administration de la S.N.C.F. Il est à rappeler, pour ce qui concerne ces derniers, que le texte de

....

l'article 8 de la Convention du 31 août 1937 est à peu près analogue à celui de l'article 25 du décret du 11 février 1922. Il est ainsi conçu : "Les membres du Conseil d'Administration autres que les membres de droit sont nommés pour 6 ans et renouvelables par moitié tous les 3 ans".

Or l'article 8 des statuts a interprété ce dernier texte, au cas où un Administrateur serait nommé en remplacement d'un autre, comme permettant de limiter la durée du mandat de ce nouvel Administrateur à celle qu'aurait eue le mandat de celui qu'il remplace. L'article 8 des statuts est, en effet, ainsi conçu :

"L'Administrateur nommé en remplacement d'un autre ne conserve son mandat que jusqu'à l'époque où devaient expirer les fonctions de celui qu'il remplace".